

Déclaration de Willy Brandt devant le Bundestag sur les résultats du sommet de La Haye (Bonn, 3 décembre 1969)

Légende: Le 3 décembre 1969, le chancelier allemand Willy Brandt dresse devant le Bundestag un premier bilan des décisions adoptées la veille par les Six à l'issue du sommet européen de La Haye.

Source: La Communauté européenne: De la Conférence au Sommet de La Haye à l'Europe des Dix. Bonn: Office de presse et d'information du gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, [s.d.]. 134 p.

Copyright: (c) Office de presse et d'information du gouvernement de la République fédérale d'Allemagne

URL:

http://www.cvce.eu/obj/declaration_de_willy_brandt_devant_le_bundestag_sur_les_resultats_du_sommet_de_la_haye_bonn_3_decembre_1969-fr-a69ccbf1-d74f-4bbe-bf46-cb0bb134dba8.html

Date de dernière mise à jour: 03/07/2013

Déclaration de Willy Brandt devant le Bundestag sur les résultats du sommet de La Haye (Bonn, 3 décembre 1969)

Monsieur le président, Mesdames, Messieurs,

A la séance inaugurale de la Conférence au sommet de La Haye, j'ai déclaré avant-hier, en faisant directement allusion à l'opinion publique chez nous et dans cette haute assemblée, que nous autres Européens nous avons le choix entre un pas hardi en avant et une crise dangereuse. Ce choix a été fait.

Je suis heureux de constater que les chefs d'Etat et de gouvernement des Etats membres de la Communauté européenne réunis à La Haye ont choisi en faveur de l'avenir européen. En dépit de toutes les difficultés, dont il faut bien se rendre compte, nous sommes parvenus à dépasser le point mort qui paralysait le développement européen et à déblayer la voie pour l'achèvement et l'élargissement de la Communauté. Ainsi donc, l'Europe a une nouvelle chance. Je dis même: l'Europe a une nouvelle grande chance.

Devant cette haute assemblée je tiens à remercier tout d'abord le président du conseil des Pays-Bas, M. de Jong, qui en tant que président de cette Conférence a dirigé les débats avec sérénité et énergie. Je voudrais remercier tout particulièrement le président de la République française, M. Georges Pompidou. Sans lui, sans son attitude courageuse, nous aurions échoué. Le déroulement et le résultat de la Conférence ont prouvé magnifiquement l'amitié franco-allemande. Le chef de l'Etat français et le chancelier fédéral sont tombés d'accord sur la nécessité pour notre Europe de se préparer à relever le défi des années soixante-dix. Mais naturellement, sans la solidarité de l'Italie, des Pays-Bas, de la Belgique et du Luxembourg, nous n'aurions pu remporter ce succès.

C'est le président Pompidou qui a pris l'initiative de cette conférence au cours de l'été. Elle s'est tenue au bon moment, à savoir quelques semaines avant la date à laquelle la Communauté économique européenne entrera dans la phase définitive de son développement conçu dans les traités de Rome. Nous savons tous quels importants résultats intérimaires ont été atteints depuis sur le plan de l'intégration européenne. Et je ne voudrais pas manquer de citer dans ce contexte le nom d'un membre de cette haute assemblée: le professeur Walter Hallstein.

Mais nous savons tous aussi combien au cours de ces dernières années le développement européen a été freiné, notamment faute d'avoir résolu le problème de l'adhésion d'autres Etats, et en particulier de la Grande-Bretagne, qui étaient disposés, et le sont toujours, à accepter les principes énoncés dans les traités de Rome, ainsi que la législation européenne d'application, et à devenir membres à part entière.

La République fédérale n'a jamais approuvé les réserves très nettes formulées par le gouvernement français contre un élargissement de la Communauté, et le changement de gouvernement en R. F. A. n'y a pratiquement rien changé. Cette époque et cette querelle sont dépassées. La France accepte la prochaine ouverture de négociations entre la Communauté et les Etats disposés à y entrer et elle souhaite, comme nous, que ces négociations soient couronnées de succès. Quand on a entendu le président de la République française à cette Conférence, on doit dire avec conviction: nous avons confiance dans la parole donnée.

Ces négociations d'adhésion débiteront au plus tard au milieu de l'année prochaine et la Communauté devra les mener dans l'esprit que présuppose un heureux dénouement et qui est capable aussi d'assurer ce succès.

Nous avons constaté aussi qu'immédiatement après le début des négociations avec les Etats disposés à entrer dans la Communauté, des pourparlers seront entamés avec les autres pays de l'A.E.L.E. qui le désirent en vue d'établir des rapports particuliers avec la C.E.E.

Mesdames, Messieurs, sur un autre plan, qui est au moins aussi important: les chefs d'Etat et de gouvernement ont chargé les ministres des affaires étrangères de se pencher de nouveau sur la question de l'unification politique de l'Europe en se plaçant déjà dans la perspective de l'élargissement. Ils rendront compte de leurs travaux dès le milieu de l'année prochaine.

J'estime que c'est là un point capital du résultat de la Conférence au sommet, parce qu'il met deux choses bien en évidence: la coopération politique qualifiée devra aboutir un jour à ce que l'Europe occidentale puisse se prononcer d'une seule voix dans les affaires de la politique mondiale et elle devra bientôt être enrichie par la participation d'autres pays à ce processus de coopération politique.

C'est à juste titre que l'opinion publique européenne, et plus précisément l'opinion publique allemande, a attendu avec un vif intérêt, et parfois non sans appréhension, la décision qui a été prise à La Haye au sujet de l'adhésion. Et c'est à juste titre, je puis bien le dire, que le gouvernement fédéral, le ministre des affaires étrangères et moi-même avons concentré tous nos efforts sur la solution de cette question, parce que c'est la clé de tous les autres problèmes. Sans un résultat dans ce domaine, il n'aurait pas été possible de dépasser le point mort et, en d'autres termes, la Conférence aurait été vouée à l'échec.

A notre avis, il y a évidemment un lien intime entre la question de l'adhésion et les questions de l'achèvement et de l'approfondissement de la Communauté, et il fallait le mettre en relief. Mais il ne s'agissait pas ici de concessions dans le genre de celles que se feraient mutuellement des hommes d'affaires. Nous aussi, qui nous sommes tant engagés en faveur de l'élargissement de la Communauté dans l'intérêt de l'Europe, nous ne sommes pas moins intéressés que la France à l'achèvement et à l'approfondissement de la Communauté. Je suis heureux aussi de constater qu'à La Haye nous avons réalisé ensemble des progrès qui ne portent pas seulement sur l'avenir immédiat, mais qui détermineront aussi un avenir lointain.

Pour ce qui est des semaines à venir, Mesdames, Messieurs, nous nous sommes engagés mutuellement à arrêter d'ici à la fin de l'année le règlement financier définitif de la politique agricole commune. Il n'est pas exclu qu'il nous faille ralentir un peu, sinon arrêter un moment nos horloges. Nous tiendrons les engagements qui découlent du traité - et c'est bien de cela qu'il s'agit: d'une obligation qui nous est faite par le traité - mais évidemment nous n'aurons pas en vue seulement les intérêts généraux de la Communauté, mais aussi ceux d'une saine politique de production, la maîtrise des problèmes des excédents, une gestion financière raisonnable et surtout les intérêts de nos agriculteurs.

J'ai d'ailleurs dit clairement à la Conférence qu'à notre propre programme ici en République fédérale figure une agriculture moderne et compétitive et que dans le secteur agricole, la politique structurelle doit rester dans la main du gouvernement fédéral. A la différence du financement agricole, la politique agricole figure à l'ordre du jour de la Communauté. La nécessité de faire ratifier les règlements financiers par nos corps législatifs n'est pas contestée. Il a été admis également qu'en rapport avec l'élargissement de la Communauté, la politique agricole doit conserver une certaine flexibilité.

En ce qui concerne les autres perspectives de la coopération européenne, La Haye a bien mis en évidence la volonté de poursuivre l'intégration économique de la Communauté. Cela ne peut se faire sans une convergence des économies politiques. Le but poursuivi est la constitution d'une union économique. Le principe de la solidarité doit se développer peu à peu jusqu'à devenir un jour pleinement efficace. Il va de soi que la solidarité en matière de politique monétaire et économique ne peut être réalisée que si nous parvenons à mettre sur pied une politique commune d'expansion et de stabilité ouverte sur le monde. Nous avons décidé qu'en étroite coopération avec la Commission, le conseil établira dans le courant de l'année 1970 un plan par étapes pour l'instauration d'une union économique et monétaire. Et dans ce contexte, on examinera aussi la possibilité d'instituer un Fonds de réserves européen.

D'ailleurs, au cours de la discussion sur ces questions j'ai fait remarquer que le gouvernement fédéral ne perdra pas de vue l'objectif de la stabilité. C'était important, du fait que tel ou tel partenaire parlait de la dévaluation française et de la réévaluation allemande comme s'il s'agissait d'incidents, ce qui aurait été vrai si nous avions déjà eu une politique véritablement convergente dans le domaine économique et monétaire. J'ai bien fait comprendre aussi que nos retraités et nos épargnants se sentiraient spoliés si nous adoptions la politique inflationniste des autres, et que non seulement nous n'avons pas accepté cette évolution, mais que nous l'écarterons résolument.

Nous sommes du reste parvenus au cours de la Conférence à un accord de principe sur le sauvetage de l'Euratom. Ce fut possible parce que tous les intéressés se rendent compte de l'importance de la technologie

et des industries d'avenir pour les Etats membres. C'est-à-dire que le passage sur cette question dans le communiqué doit être compris dans ce sens qu'il convient de sauvegarder le centre de recherches de l'Euratom et que par ailleurs il faut faire preuve de plus de souplesse dans ce domaine et que par-delà le domaine de l'énergie atomique on entend développer les activités communautaires dans le secteur de la technologie et de son application à l'économie moderne.

Dans ce contexte - j'espère que je puis dire cela sans exagération: il faut naturellement bien s'en garder et je m'en garde bien - j'ai l'impression qu'après tant de revers et de déceptions une conscience européenne est en train de se former, qu'elle est orientée vers l'avenir et ne s'épuise pas, comme ce fut si souvent le cas, dans des questions de procédure. A cet égard, nous pouvons nous présenter aujourd'hui devant la jeune génération et lui dire: naturellement, on aurait pu escompter davantage encore, mais ce qui était réalisable a été fait et ce qui pouvait être décidé maintenant l'a été. Il ne faut pas minimiser les difficultés qui nous attendent, mais l'idée européenne a reçu une nouvelle impulsion et c'est une bonne chose. D'ailleurs, la proposition que j'ai faite de créer un Office européen de la jeunesse, a maintenant, après les discussions de La Haye, une chance d'être réalisée.

Les institutions de la Communauté sont la charpente politique de la construction européenne. Il est important que le président de la commission ait pris part hier à nos délibérations. La commission et le conseil des ministres auront de grands services à rendre, aussi bien en ce qui concerne, l'élargissement que l'achèvement interne de la Communauté. Voilà pourquoi ils doivent avoir la possibilité de travailler de façon plus efficace. Les règlements financiers vont lier la gestion financière indépendante de la Communauté, et il s'ensuit forcément - c'est un point qui a été retenu - un renforcement des compétences du Parlement européen. Cette extension des compétences parlementaires et du contrôle parlementaire n'est heureusement plus contestée.

Mesdames, Messieurs, je voudrais m'en tenir à ces premières explications des décisions prises à la Conférence de La Haye. Le gouvernement fédéral suppose que la commission des affaires étrangères voudra avoir un compte rendu détaillé. Le gouvernement fédéral est bien entendu à la disposition de cette haute assemblée et répondra à ce désir quand elle le voudra.

Permettez-moi de résumer: il a été possible d'écarter une crise de la Communauté. Il s'est confirmé que l'Europe n'est pas un concept technique, mais que c'est une tâche politique qui incombe aux gouvernements. Il s'est avéré qu'au moment où les puissances mondiales, les grands géants atomiques, s'efforcent d'asseoir leurs relations sur de nouvelles bases, et que beaucoup de choses se mettent à bouger dans le monde, les Européens sont capables d'entreprendre de nouveaux efforts.

Bien entendu, je suis toujours parti du principe que les nouveaux efforts en Europe et chez nous-mêmes en vue d'établir de meilleures relations entre l'Europe de l'Est et l'Europe de l'Ouest doivent prendre appui sur une solide cohésion des Etats d'Europe occidentale.

Le gouvernement fédéral n'ignore pas quelle est la position que la République fédérale occupe dans le cercle de ses alliés et partenaires, et ceux-ci ne l'ignorent pas non plus. Nous ferons tout ce qui dépend de nous pour que le renouveau amorcé à La Haye ne fasse pas long feu. Je fais appel à la compréhension et à la coopération de l'assemblée tout entière. De même, les délibérations qui ont lieu aujourd'hui et demain à Bruxelles dans le cadre de l'alliance atlantique, requièrent toute notre attention, ne serait-ce que dans un rapport indirect avec ceci.

Je me souviens, Mesdames, Messieurs, de tant de conférences laborieuses auxquelles j'ai pris part ou que j'ai dû supporter au cours des trois dernières années en ma qualité de ministre des affaires étrangères. Je sais donc ce dont je parle quand je dis: après les deux derniers jours, de nouvelles perspectives s'ouvrent à l'Europe. Toutefois, je tiens à le redire encore une fois, nous ne devons pas nous bercer d'illusions. Le chemin est encore long et ardu et les décisions que nous aurons à prendre ne seront pas toujours faciles. Mais les barrières qui hier encore bloquaient la route, nous avons enfin pu les renverser à La Haye de concert avec nos partenaires.